

Chapitre 9. Comment lutter contre le chômage ?

(Dossier 2 - Partie 2)

Objectifs d'apprentissage

- 1 Savoir définir le chômage et le sous-emploi et connaître les indicateurs de taux de chômage et de taux d'emploi. (Dossier 1)
- 2 Comprendre que les problèmes d'appariements (frictions, inadéquations spatiales et de qualifications) et les asymétries d'information (salaire d'efficience) sont des sources de chômage structurel.
- 3 Comprendre les effets (positifs ou négatifs) des institutions sur le chômage structurel (notamment salaire minimum et règles de protection de l'emploi).
- 4 Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel.
- 5 Connaître les principales politiques mises en œuvre pour lutter contre le chômage : politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale, politiques d'allègement du coût du travail, politiques de formation et politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail.

Plan

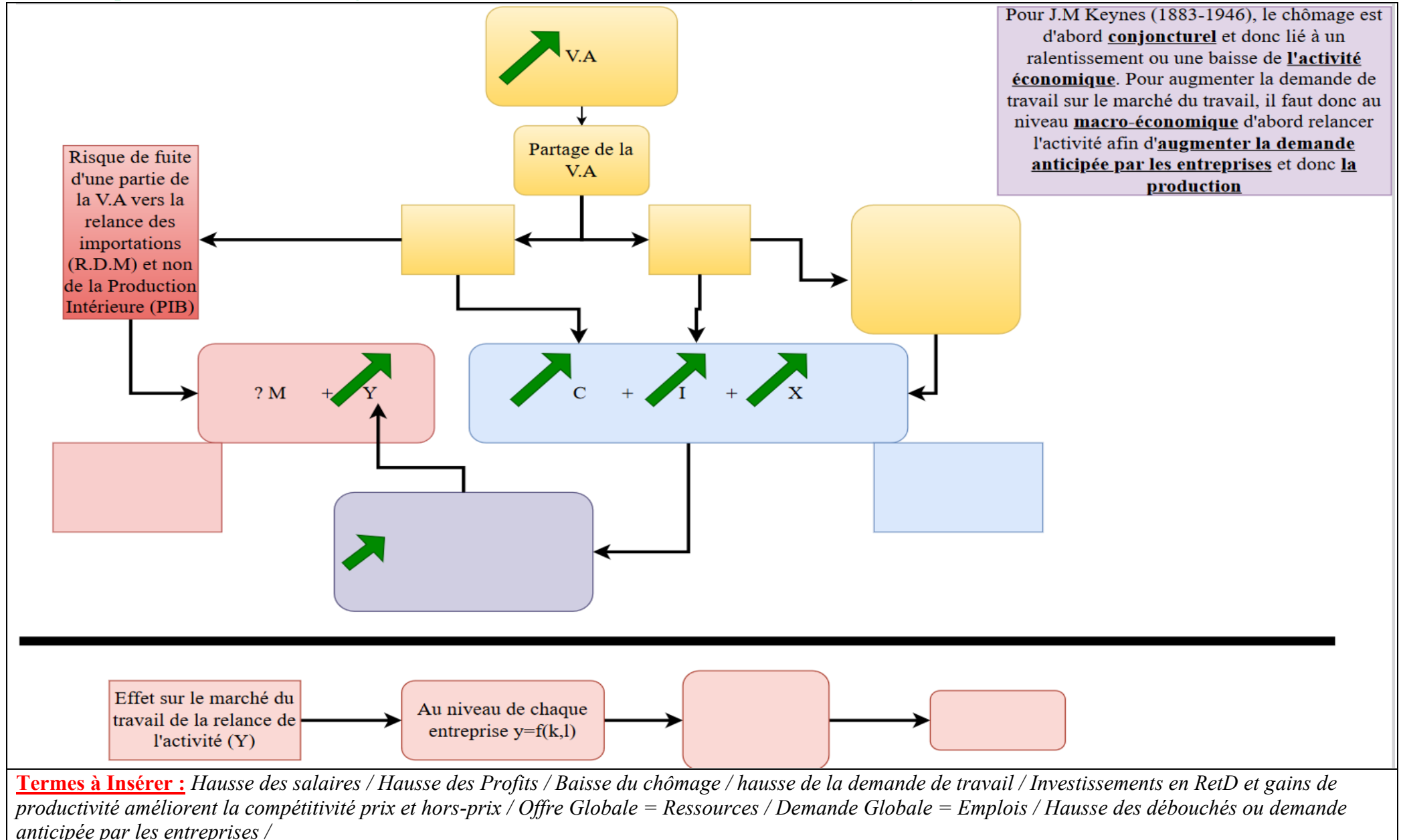
A. Comprendre les effets des fluctuations de l'activité économique sur le chômage conjoncturel...

1. Mise en évidence d'un lien : en France par exemple...
2. ...comme aux Etats-Unis...
3. ... des situations qui aident à comprendre l'existence d'un chômage conjoncturel.

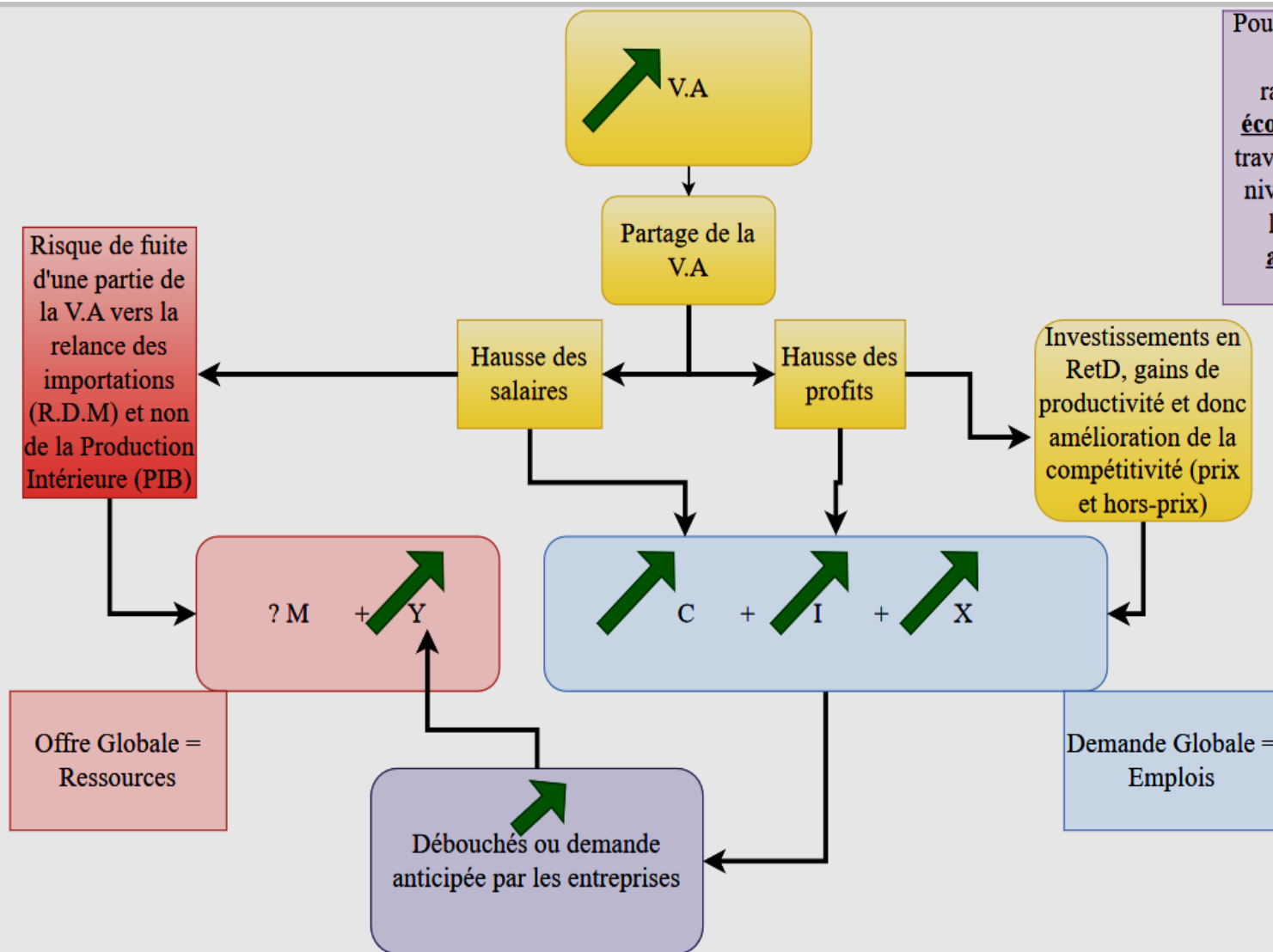
Bilan / Comment lutter contre le chômage conjoncturel ?

B. ... et donc lutter contre le chômage conjoncturel par les politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale

1. Comprendre le lien entre augmentation de la Demande Globale et baisse du chômage...



Pour J.M Keynes (1883-1946), le chômage est d'abord **conjoncturel** et donc lié à un ralentissement ou une baisse de **l'activité économique**. Pour augmenter la demande de travail sur le marché du travail, il faut donc au niveau **macro-économique** d'abord relancer l'activité afin d'**augmenter la demande anticipée par les entreprises** et donc **la production**



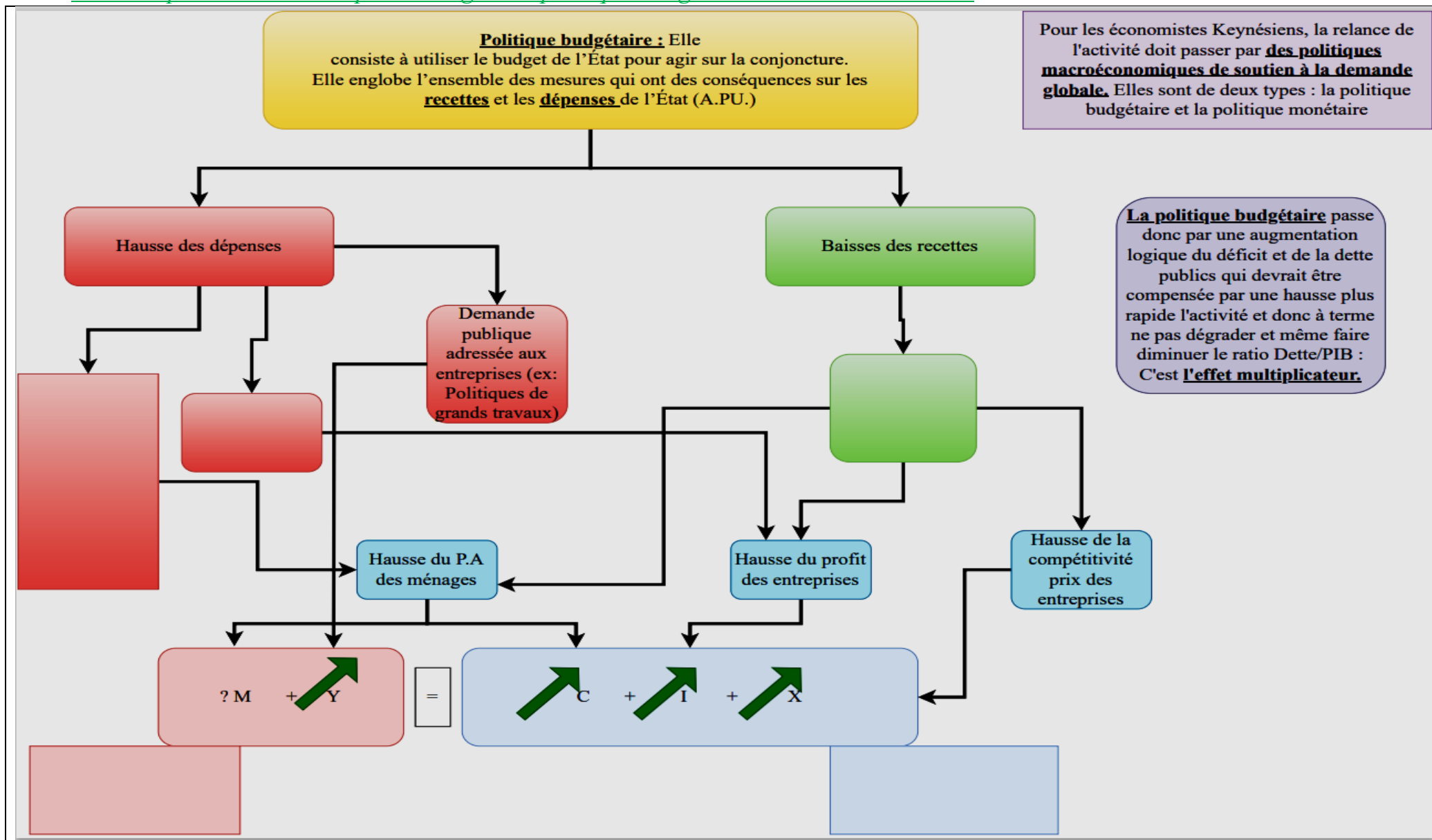
Effet sur le marché du travail de la relance de l'activité (Y)

Au niveau de chaque entreprise $y=f(k,l)$

Hausse de la demande de travail des entreprises

Baisse du Chômage

2. ... et comprendre comment pourrait agir une politique budgétaire dite « de relance »...

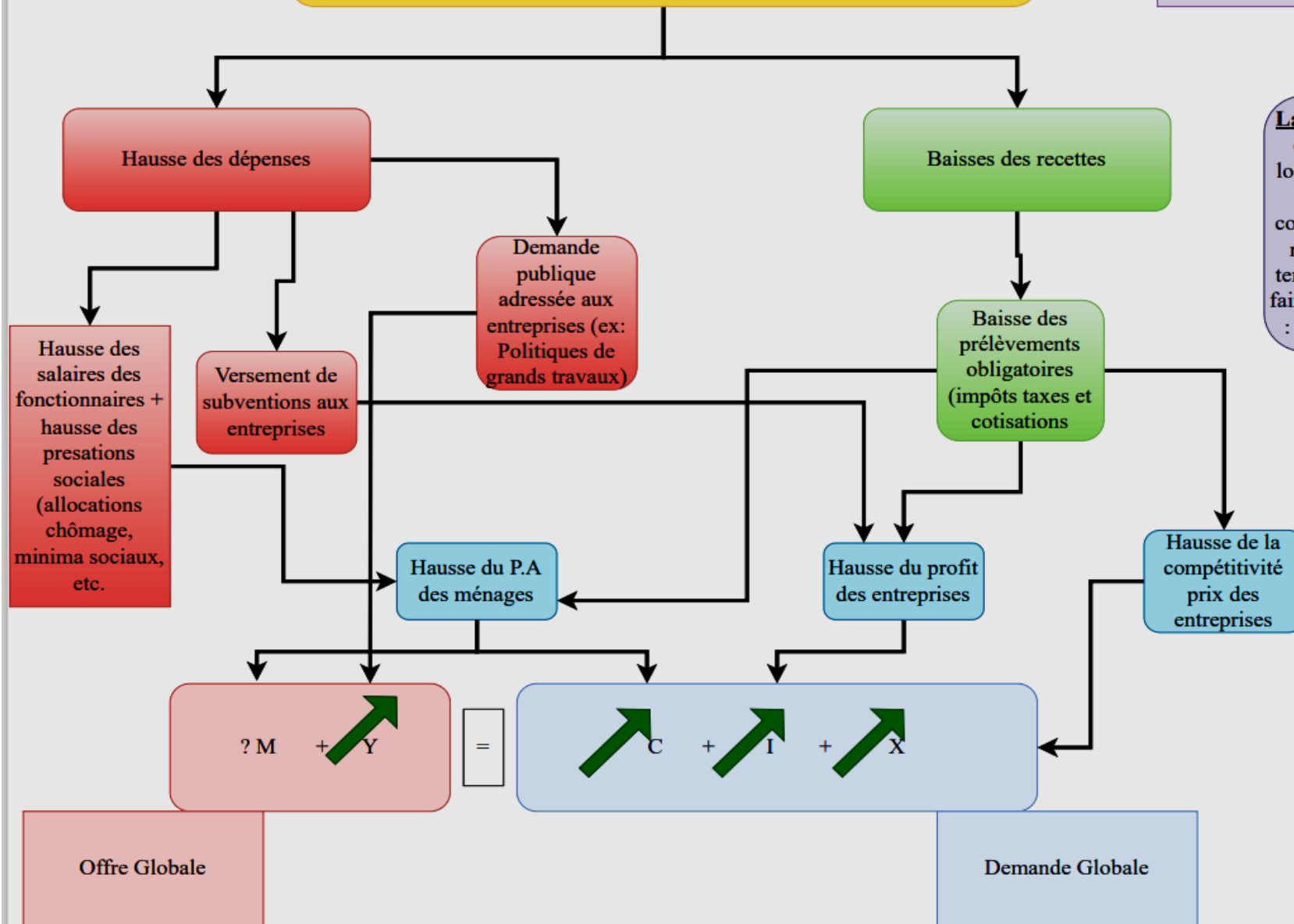


Termes à insérer : Baisse des prélèvements obligatoires (impôts taxes et cotisations / Versement de subventions aux entreprises / Hausse des salaires des fonctionnaires + hausse des prestations sociales (allocations chômage, minima sociaux, etc. / Demande Globale / Offre Globale

Politique budgétaire : Elle consiste à utiliser le budget de l'État pour agir sur la conjoncture. Elle englobe l'ensemble des mesures qui ont des conséquences sur les recettes et les dépenses de l'État (A.P.U.)

Pour les économistes Keynésiens, la relance de l'activité doit passer par des politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale. Elles sont de deux types : la politique budgétaire et la politique monétaire

La politique budgétaire passe donc par une augmentation logique du déficit et de la dette publics qui devrait être compensée par une hausse plus rapide de l'activité et donc à terme ne pas dégrader et même faire diminuer le ratio Dette/PIB : C'est l'effet multiplicateur.



3. ... et pourquoi l'accompagner d'une politique monétaire « accommodante »

Politique Monétaire : La politique monétaire est un autre instrument qui peut être choisi à la place ou en complément (on parle alors de *policy mix*) de la politique budgétaire pour agir sur la conjoncture. La politique monétaire est décidée par la Banque centrale. Si l'objectif poursuivi est la relance de l'activité, la Politique monétaire est qualifiée d'extensive et passe alors par la baisse du taux d'intérêt directeur de la BCE

Pour les économistes Keynésiens, la relance de l'activité doit passer par **des politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale**. Elles sont de deux types : la politique budgétaire et la politique monétaire

Baisse du taux d'intérêt directeur

Baisse du coût de refinancement des banques de second rang auprès de la Banque Centrale

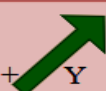
Baisse du taux d'intérêt proposé par les banques de second rang à leurs clients

Baisse du coût (Prix) du crédit

Hausse de la demande de crédit de la part des ménages

Hausse de la demande crédit de la part de entreprises

? M +

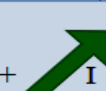


=



C

+



I

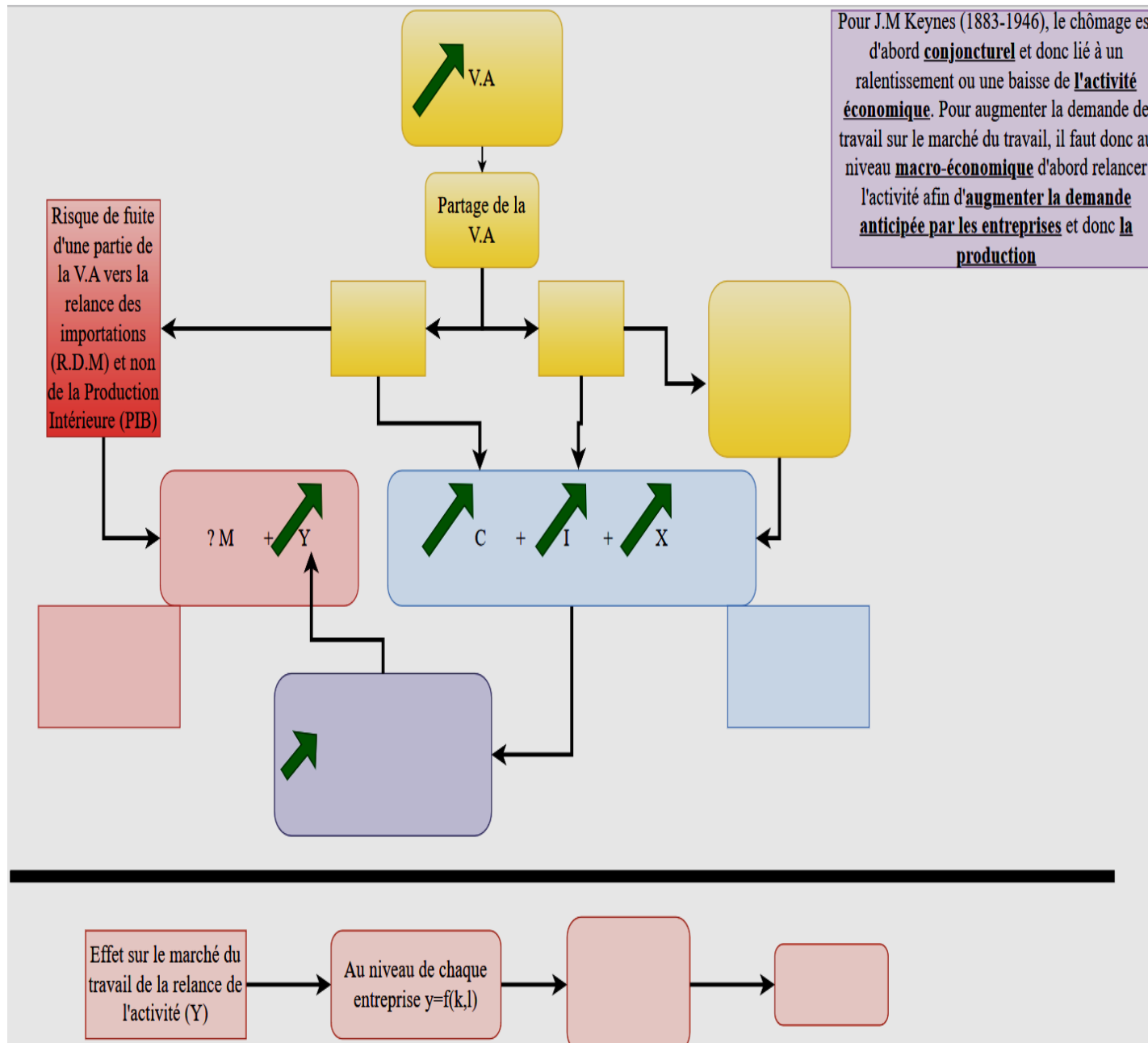
+

X

Offre Globale

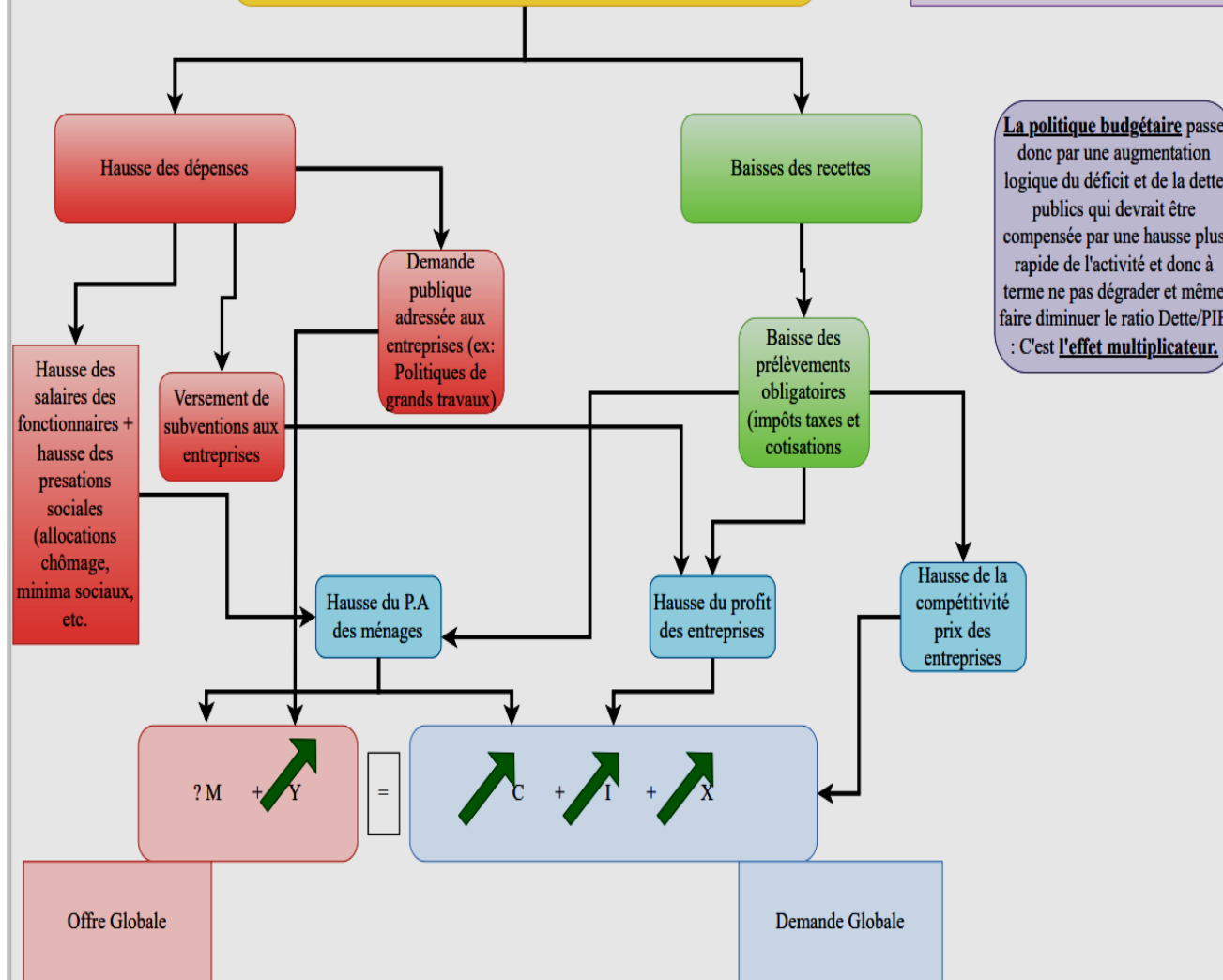
Hausse des débouchés ou Demande anticipée

Demande Globale



Politique budgétaire : Elle consiste à utiliser le budget de l'État pour agir sur la conjoncture. Elle englobe l'ensemble des mesures qui ont des conséquences sur les recettes et les dépenses de l'État (A.P.U.)

Pour les économistes Keynésiens, la relance de l'activité doit passer par des politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale. Elles sont de deux types : la politique budgétaire et la politique monétaire



Politique Monétaire : La politique monétaire est un autre instrument qui peut être choisi à la place ou en complément (on parle alors de *policy mix*) de la politique budgétaire pour agir sur la conjoncture. La politique monétaire est décidée par la Banque centrale. Si l'objectif poursuivi est la relance de l'activité, la Politique monétaire est qualifiée d'extensive et passe alors par la baisse du taux d'intérêt directeur de la BCE

Pour les économistes Keynésiens, la relance de l'activité doit passer par des politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale. Elles sont de deux types : la politique budgétaire et la politique monétaire

Baisse du taux d'intérêt directeur

Baisse du coût de refinancement des banques de second rang auprès de la Banque Centrale

Baisse du taux d'intérêt proposé par les banques de second rang à leurs clients

Baisse du coût (Prix) du crédit

Hausse de la demande de crédit de la part des ménages

Hausse de la demande crédit de la part de entreprises

? M + Y

=

C + I + X

Offre Globale

Hausse des débouchés ou Demande anticipée

Demande Globale

La politique monétaire est cependant contrainte dans la zone euro, étant conduite de façon indépendante par **la BCE** qui a pour objectif principal la cible d'inflation autour de 2% et non le soutien à la demande globale.